

Les participants se sont relayés pour relever entre autres préoccupations :

- **L'accumulation de la dette intérieure** dont le traitement laisse toujours à désirer et l'audit préconisé par le FMI est toujours attendu
- **L'accentuation du harcèlement fiscal** (douanes, impôts) : la relative amélioration des recettes est synonyme de pression sur une portion congrue des entreprises du secteur formel.
- **L'intensification de la fraude et de la contrebande** qui asphyxie les quelques rares industries existantes (MCT, CST, BDT, COTON TCHAD, Société de filature de Sarh). La porosité des frontières ajoutée à la cupidité des douaniers favorise ce phénomène.
- **La remise en cause des conventions d'établissements** de manière systématique avant même que l'audit desdites conventions enclenché par le Gouvernement ne puisse livrer ses conclusions.
- **Le braquage de l'inspection Générale d'Etat (IGE)** sur les multinationales aux fins de redressements colossaux fantaisistes ou imaginaires.
- **L'effondrement du secteur de BTP** entraînant une mise en chômage des milliers d'ouvriers avec son corollaire de baisse drastique de vente de matériaux de construction.
- **Une concurrence déloyale dans le secteur de distribution des produits pétroliers** orchestrée par une cinquantaine de marketeurs qui n'ont pas les mêmes charges que ceux qui ont investi.
- **Le cumul des arriérés de crédits de TVA** qui met à mal les marketeurs des produits pétroliers
- **La précarité du secteur bancaire** due au fait que les entreprises n'investissent plus du tout et la situation de la filière coton est préoccupante. Les banques qui ont repris les bons de l'Etat ont du mal à s'en sortir.
- **La partialité de l'appareil judiciaire** qui procède à la condamnation tous azimuts des entreprises (délit de solvabilité)
- **L'instabilité gouvernementale** (depuis décembre, le seul changement notable est le défilé des ministres). Ce qui ne favorise pas le dialogue avec l'administration.
- **La délocalisation des risques dans le secteur des assurances** en dépit du code CIMA. A cela s'ajoute le fait que 30% du parc automobile tchadien n'est pas assuré et que les procès verbaux des accidents sont quasi complaisants (l'assuré a toujours tort). Délocalisation des risques
- **La fluctuation des taux de douanes au gré des importateurs dans le secteur des véhicules.** En guise d'illustration, le taux d'imposition d'une V8 importé par des commerçants oscille entre sept (7) et huit (8) millions de francs CFA alors que CFAO MOTORS paye vingt quatre (24.000.000) millions de FCFA de dédouanement pour le même type de véhicule. Ce qui lui fait endurer une lourde baisse des activités (entre 60% et 70% ces deux (2) dernières années).
- **La cherté du coût de transport des marchandises et les tracasseries routières.** Le port de Douala est le plus cher comparé aux ports de l'Afrique de l'ouest.

- Etc.

Après avoir brossé ce tableau sombre de la situation, les participants ont préconisé quelques pistes indispensables pour la relance économique tant souhaitée par tous et ont recommandé à la mission du FMI de les relayer auprès des hautes autorités :

- **L'élargissement de l'assiette fiscale.** Il faut desserrer l'étau sur la portion congrue des entreprises qui s'acquittent de leurs obligations.
- **Le traitement en priorité des dettes relatives aux entreprises du secteur BTP** qui emploie beaucoup de monde.
- **La réduction des marketeurs du secteur pétrolier** en se basant sur les normes sécuritaires pour mieux canaliser les flux financiers
- **La surveillance des frontières** pour éviter la fraude et la contrebande
- **La réforme de l'appareil judiciaire** pour le rendre équitable et fiable
- **Le règlement la dette intérieure** par l'Etat avec l'appui des bailleurs de fonds et notamment le FMI. L'audit de la dette annoncé depuis décembre 2016 par le FMI constitue un préalable qui pourrait déboucher sur un plan global d'apurement qui inspire la certitude. Car le patronat n'a pas de moyen de pression comme les syndicalistes qui font usage de la grève.
- **Le paiement à temps échu des salaires des fonctionnaires** est un préalable pour garantir la paix sociale.
- **Le rétablissement de la confiance entre l'Etat et le secteur privé** qui passe nécessairement par le paiement de la dette et la lutte contre la fraude.
- **La promotion d'une agriculture intensive** pour accroître le rendement à l'hectare en vue de conquérir les marchés voisins (Nigeria en l'occurrence)
- **La protection des industries et la création des synergies entre les industries existantes** (exemple Cotontchad et Société de filature de Sarh peuvent être fournisseurs (Coton, tissus pour emballage des balles) et clients l'une de l'autre)